



## Au sommaire de ce numéro

|   |   |
|---|---|
| L'énergie, débat avec <i>Michel Berger</i> .....  | 2 |
| Le rassemblement du plateau des Glières, film de <i>Pauline Mougerot</i> vu par <i>Eric Colas</i> .....                                   | 4 |
| Compréhension ( <i>Claire d'Aurélié</i> ). Les amoureux au ban public (doc de <i>N. Ferran</i> ). Un livre d' <i>Adda Bekkouche</i> ..... | 5 |
| Agenda.....   | 6 |
| Courrier des lecteurs, Organisation d'ATTAC 92.....   | 7 |

## Ratifier sans consulter le peuple ? Les candidats doivent s'expliquer

**Vous adhérez  
aux idées  
d'Attac ?  
Adhérez à  
Attac !**

**Dès maintenant,  
réglez votre  
cotisation 2012**

Si vous êtes assujéti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

*Le prochain numéro  
paraîtra début mai*

**Diffusez,  
par courriel  
ou sur papier...**

Abonnez vos parents, vos amis ! Il vous suffit de nous le demander.

**Faites leur plaisir!**

Quatre candidats de gauche [ont répondu à Attac sur la ratification du nouveau traité européen](#), le « Pacte budgétaire » qui veut engager l'Europe dans l'austérité pour des décennies. Alors que Nicolas Sarkozy prétend que ce traité serait « trop compliqué » pour faire l'objet d'un référendum, François Hollande a refusé de nous répondre. Exigeons de ces candidats qu'ils acceptent et organisent le débat ! Nous invitons tous les citoyens à leur faire cette demande par courriel en vous rendant sur [cette page](#).

**Comment inverser la dérive antidémocratique des institutions politiques, en France et en Europe ?**  
Comment redonner le pouvoir aux peuples pour qu'ils puissent reprendre en main leur destin commun ? Après son questionnement sur [la finance et les banques](#), Attac a interpellé les candidats à l'élection présidentielle pour connaître leurs propositions sur la démocratie. Nous leur demandons en particulier s'ils comptent engager un vaste débat démocratique sur l'avenir de l'Europe en décidant de soumettre à référendum la ratification du Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance de la zone euro (dit « Pacte budgétaire »).  
Quatre candidats nous ont répondu, et nous les en remercions. [Nathalie Arthaud](#) ne se prononce pas concernant un référendum sur le Pacte budgétaire. [Eva Joly](#) s'y déclare « à titre personnel » défavorable pour ne pas « renforcer les anti-européens ». Mais n'est-ce pas plutôt une ratification de ce Pacte désastreux par le Parlement sans débat avec la société qui renforcerait les « anti-européens » ? [Jean-Luc Mélenchon](#) « s'engage s'il est élu à soumettre à référendum la ratification de ce Pacte et à faire campagne pour son refus ». [Philippe Poutou](#) affirme que « le précédent de Lionel Jospin en 1997 qui, malgré ses déclarations pré-électorales, n'a pas voulu imposer une renégociation du Pacte de stabilité, montre qu'il faudra une campagne massive pour imposer ce référendum ».

**Les candidats de droite ne nous ont pas répondu:** c'est regrettable pour la qualité du débat démocratique de cette élection présidentielle mais cela ne nous surprend pas. Nicolas Sarkozy en particulier développe dans cette campagne une conception autoritaire et démagogique de la démocratie plébiscitaire, qui consiste à utiliser le mécanisme référendaire contre le peuple. Il s'est dit disposé à organiser des référendums contre les droits des chômeurs et des étrangers, mais pas sur le Pacte budgétaire, un sujet selon lui « trop compliqué » ! En revanche **le refus de François Hollande** de répondre à nos questions **est incompréhensible**. Certes il a déjà annoncé au Guardian qu'il ne voulait pas d'un référendum sur le Pacte budgétaire. Mais s'il refuse le débat avant l'élection et qu'il veut l'évacuer après, le « changement » qu'il annonce risque d'être très limité.  
Le Pacte budgétaire, signé pour la France par Nicolas Sarkozy le 2 mars dernier, doit être ratifié avant la fin 2012. Il obligera les États signataires à réduire à marche forcée leurs déficits, imposant des sanctions automatiques aux contrevenants. François Hollande l'a critiqué à juste titre pour son caractère purement disciplinaire et punitif. Il s'est engagé à le renégocier.

**Nous ne pensons pas qu'on puisse amender sérieusement ce traité**, dont la logique fondamentale est d'imposer l'austérité pour rassurer les marchés. Les autres chefs d'État et de gouvernements européens, à commencer par Angela Merkel, ont déjà fait savoir qu'il n'y avait pour eux plus rien à négocier. En cas d'élection de François Hollande, les marchés financiers exigeront de sa part une ratification rapide, en provoquant sans doute même une hausse des taux d'intérêt sur les emprunts émis par la France.  
Dans tous les cas ce n'est qu'en menant un **vaste débat démocratique** sur la construction européenne, et en s'appuyant sur une **mobilisation des citoyens en France et en Europe**, qu'on pourra faire reculer le rouleau compresseur de l'austérité et remettre l'Europe sur de bons rails.

**Nous demandons donc à Nicolas Sarkozy et François Hollande de s'engager à organiser un débat démocratique conclu par un référendum pour ou contre la ratification du Pacte budgétaire**, renégocié ou non. Nous invitons tous les citoyens à leur faire cette demande par courriel en vous rendant sur [cette page](#).  
En tout état de cause, si le président élu en mai prochain refusait d'engager le débat démocratique nécessaire sur la ratification de ce nouveau traité, nous proposerions l'organisation par la société civile elle-même d'un référendum d'initiative citoyenne contre le Pacte budgétaire et pour un nouveau traité de refondation européenne. Pour que des millions de citoyens aient l'occasion de s'emparer du débat, dont nous n'accepterons pas qu'il soit esquivé.

## L'énergie : nucléaire, pétrole, charbon, gaz, vent, soleil, ... que faire ?

*Compte-rendu de la réunion-débat avec Michel Berger, ancien président d'Attac 92 à Montrouge, le 1<sup>er</sup> mars 2012*

L'énergie est une des composantes fondamentales de la vie. Toutes les avancées de l'humanité eu pour origine une mutation énergétique.

Les énergies fossiles ont emmagasiné l'énergie solaire au cours de milliards d'années d'existence de notre Terre. Or ces énergies sont sur le point de disparaître où plutôt de se dégrader en quelques siècles d'usage. Nous en arriverons inéluctablement à la fin .

Plus grave, la transformation des réserves fossiles carbonées en dioxyde de carbone entraîne à plus ou moins long terme un inéluctable réchauffement climatique, dont il est difficile de déterminer et les conséquences et les échéances. Mais il est clair qu'elles sont proches au regard de l'histoire du monde.

L'énergie nucléaire que nous utilisons fait porter sur les populations de graves risques ; la question des déchets n'est pas résolue ; en outre, elle « consomme » de l'uranium, qui n'est pas non plus inépuisable ...

Quelles sont alors les voies qui s'offrent à nous ? les économies d'énergie, les énergies renouvelables (solaire, éolien, ...), l'énergie nucléaire ? On tentera d'en mesurer les enjeux et les conséquences...

### **Michel Berger**

Les avancées de l'humanité ont toujours été liées à l'utilisation de nouvelles formes d'énergie : le feu, il y a 500 000 ans ; le charbon de bois, 7000 ans avant notre ère ; la métallurgie, 3000 ans avant notre ère ; ensuite les énergies renouvelables, moulins à vent, à eau, biomasse ... A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on découvre la transformation de l'énergie calorifique en énergie mécanique. Et en trois siècles, on a modifié notre rapport à l'énergie.

Les énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) qui ont mis 70 millions d'années à se constituer auront été épuisées en environ trois siècles.

L'énergie présente différentes formes : thermique, mécanique, électrique, nucléaire (transformation de matière en énergie). Elle est exprimée en calories, ou en Joules, ou en kilowatt heure, ou en « tonnes équivalent pétrole ».

On distingue aussi énergie primaire et énergie finale : c'est cette dernière qui est « utile », il y a des pertes importantes pour passer de l'énergie primaire à l'énergie finale (70 % dans les centrales électriques nucléaires). Tout ceci entraîne parfois des confusions dans le débat public.

L'accès à l'énergie est très mal réparti entre les humains. Les 7 milliards d'humains consomment 12 milliards de tonnes -équivalent pétrole ( M tep) chaque année, ce qui fait une moyenne de 1,7 tep/personne : 8 aux Etats-Unis, 4 en Europe, 2 en Chine, et beaucoup moins dans les pays pauvres.

La Chine consomme 20 % de l'énergie (notamment pour produire les biens manufacturés vendus au reste du monde...), les Etats-Unis, 19 %, l'Europe, 14 %.

En France, le secteur résidentiel consomme 43 % de l'énergie « consommée », les transports 32 %.

L'humanité se trouve aujourd'hui confrontée à des défis considérables :

- la croissance démographique ( nous serons 9 milliards d'humains à l'horizon 2050, et on espère une stabilisation par la suite autour de 10 à 12 milliards...)
- la disparition progressive des énergies fossiles (y compris l'uranium – celui-ci est certes répandu, mais à des concentrations si faible qu'il est le plus souvent inexploitable)
- la pollution ( par exemple, les schistes bitumineux, dont l'exploitation fait peser de graves menaces, notamment sur les nappes phréatiques ; la combustion du charbon envoie dans l'atmosphère du CO<sub>2</sub>, mais également des particules fines et beaucoup de substances radioactives)
- l'effet de serre, avec le CO<sub>2</sub> produit par la combustion du charbon, du pétrole et du gaz.

La teneur en CO<sub>2</sub> a été toujours comprise, sur les 400 000 dernières années, entre 180 et 270 ppm (parties par million). Or, on en est à 390 ppm et on prend 2 ppm par année ; si on ne dépasse pas 450 ppm d'ici 2050, on devrait, selon les scientifiques, limiter l'élévation de température à 2 ° (c'est le scénario « extrêmement optimiste », puisqu'il prévoit une baisse très rapide des émissions de GES (gaz à effet de serre) ; le scénario le plus pessimiste prévoit une hausse moyenne sur le globe de + 12 %).

Alors, que faire ?

Une première idée est de réduire notre consommation d'énergie.

L'isolation thermique des bâtiments est une piste. Actuellement, on consomme 250 kWh/m<sup>2</sup>/an pour le chauffage et la climatisation. Les directives actuelles pour les constructions neuves permettront le même confort en ne consommant plus que 50 kWh/m<sup>2</sup>/an. Mais chaque année, c'est seulement 1,2% du parc immobilier qui est renouvelé. Et fabriquer des isolants demande de l'énergie. Actuellement on isole 100 000 logements par an.

Il faudrait également remettre en cause l'étalement urbain (qui entraîne des transports –de personnes et de marchandises- coûteux), et privilégier l'habitat collectif (moins «consommateur d'énergie») par rapport à l'habitat individuel.

En matière de transport, privilégier les transports en commun et le rail plutôt que la route (la route assure 95 % des transports ; le fret SNCF n'assure que quelques % du transport de marchandises).

Il faudrait aussi davantage utiliser la « cogénération » : utiliser la chaleur produite par les différents moteurs pour le chauffage (ce qu'on fait pour les automobiles).

Une autre idée est de faire plus largement appel aux énergies renouvelables.

Le soleil apporte 15 000 plus d'énergie que ce que nous consommons.

En dehors de l'énergie solaire (thermique et photovoltaïque), les autres énergies renouvelables sont l'énergie hydraulique et l'énergie éolienne (qui sont également dues au soleil), la biomasse, la géothermie, ...

Les énergies renouvelables sont en très forte croissance (+ 1200% pour l'éolien, + 8750 % pour le solaire photovoltaïque, entre 1998 et 2008) mais elles restent très loin derrière les autres formes d'énergie : 3928 Mtep en 2008 (+ 11 % depuis 1998) pour le pétrole ; 3325 Mtep (soit + 40 %) pour le charbon ; 2768 Mtep (+ 35 %) pour le gaz naturel ; 620 Mtep (+ 13 %) pour le nucléaire ; 696 Mtep (+ 19 %) pour l'hydraulique ; 59 Mtep pour l'éolien, 8 Mtep pour le solaire photovoltaïque.

L'inconvénient des énergies solaire et éolienne, c'est qu'elles sont épisodiques (les éoliennes fonctionnent un tiers du temps, le photovoltaïque, quand il y a du soleil) (cependant, on commence à stocker l'énergie, par exemple sous forme d'hydrogène).

## Débat

**Dimitri.** Il faut une économie complètement différente. Il faut produire des objets qui durent longtemps, acheter des usages plutôt que des objets. En Grèce, on produisait des frigos qui duraient 40 ans, maintenant on achète des frigos (allemands) qui ne durent pas dix ans.

**Philippe Ponge, Claire, Daniel.** Oui, c'est ce qu'on appelle « l'obsolescence programmée », les ampoules électriques conçues pour ne pas durer, les bas qui filent, les imprimantes qui tombent en panne, il y a eu récemment une émission sur ce sujet.

**Daniel.** La question de l'énergie est un problème politique, un problème de choix de société.

**Odile.** C'est notre comportement à tous qui est en cause. Pendant la vague de froid, malgré les appels à la modération, la puissance utilisée aux heures de pointe dépassait les records. On n'a même pas différé les consommations.

**Michel Berger.** Il faut aussi se mettre d'accord au niveau mondial.

**Philippe Ponge.** C'est un problème d'éducation.

**Philippe J.** Le Japon consomme beaucoup moins aujourd'hui.

**Philippe Ponge.** Le scénario Négawatt montre que la sortie du nucléaire est possible, en 21 ans. Il repose sur trois piliers : les économies d'énergie, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique. Cette dernière n'est pas sans lien avec la durabilité qu'on vient d'évoquer. Ce scénario montre que la combinaison des économies d'énergie et de gros investissements dans les énergies renouvelables permet d'assurer la transition énergétique indispensable.

**M. H.** Le Japon et l'Allemagne remplacent les centrales nucléaires par des centrales à charbon qui sont très polluantes et émettent des gaz à effet de serre.

**Philippe J.** Dans le cas du Japon, la consommation totale d'énergie a été fortement réduite.

**Philippe Ponge.** L'énergie renouvelable est la deuxième source d'énergie en Allemagne. En France, bientôt 80 % du parc nucléaire aura plus de 40 ans, ce qui fait peser des risques considérables. A Tchernobyl, il y a eu 200 000 morts d'après Greenpeace.

**Dimitri.** En misant tout sur le nucléaire, la France a perdu du terrain dans la recherche scientifique sur les énergies renouvelables, elle va se mettre à courir derrière les autres, cela fait beaucoup d'emplois de perdus. Le prix du photovoltaïque a beaucoup chuté.

**Philippe Ponge.** Les énergies renouvelables, ce sera la troisième révolution industrielle. L'éolien terrestre coûte désormais le même prix que l'énergie nucléaire.

**Michel Berger.** Il y a aussi les énergies des mers.

**Daniel.** Les énergies renouvelables ne sont pas à la hauteur du problème posé. Notre problème est d'abord de consommer moins d'énergie. Nous ne devons pas imaginer que telle innovation technique nous permettra de prolonger notre mode de production et de consommation actuel. Par ailleurs, le sujet de ce soir, à mon avis, ne devrait pas se porter principalement sur le nucléaire. N'oublions pas que le nucléaire, même s'il pose des problèmes colossaux et, à mon avis, insolubles, ne sert qu'à produire de l'électricité, et l'électricité, en France, ce n'est que 17% de notre consommation d'énergie « finale ».

**J.-P. Allétru.** Certes, mais la France présente cette particularité aberrante d'avoir promu le chauffage électrique, particulièrement dans les logements les moins chers, ce qui fait que les plus pauvres sont les premières victimes de la précarité énergétique.

**Dimitri.** Le pauvre aux Etats-Unis consomme autant d'énergie qu'un membre des classes moyennes en Suisse.

**M. H.** Il ne faut pas passer sous silence le fait que les centrales à charbon, à lignite, à tourbe, sont très polluantes.

**Philippe Ponge.** Les énergies renouvelables créent quatre fois plus d'emplois que le nucléaire. L'isolation thermique des logements est un chantier qui va créer de nombreux emplois.

**Michel Berger.** N'oublions pas le caractère intermittent des énergies renouvelables.

**Odile.** Pour combler l'intermittence on est obligé de mettre en route les centrales à gaz et de dépendre ainsi des producteurs, dont la Russie.

**Dimitri.** Une troisième génération d'agrocarburants va venir, à partir de déchets végétaux.

**Philippe Ponge.** Le risque nucléaire n'est pas assumé. Est-ce que ça vaut la peine de prendre un tel risque ?

**Dimitri.** D'autant que notre société se délite, donc les « choses à risque » deviennent encore plus dangereuses. Dans les centrales nucléaires, on fait appel à des sous-traitants, au lieu d'employés stables. Israël n'a pas voulu se lancer dans l'énergie nucléaire, à cause de l'instabilité de son environnement. L'usage de l'énergie nucléaire suppose une stabilité politique, économique et sociale qu'il est aujourd'hui impossible d'obtenir, et même d'envisager.

**M. B.** A Tchernobyl, c'est un exercice de sécurité échappant au contrôle qui a provoqué la catastrophe.

### **Baromètre 2011 des énergies électriques renouvelables** transmis par *Odile Carrier*

<http://www.energies-renouvelables.org/> ou [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

[http://www.energies-renouvelables.org/observ-er/html/energie\\_renouvelable\\_france/BaroElec2011\\_Integral.pdf](http://www.energies-renouvelables.org/observ-er/html/energie_renouvelable_france/BaroElec2011_Integral.pdf)

|  | <b>Puissance installée en 2010 (juin 2011)</b><br>En MW | <b>Energie fournie en 2010</b><br>En GWh   | <b>Puissance probable en 2020 (en 2012)</b><br>En MW | <b>Energie probable en 2020</b><br>En GWh | <b>Emplois en fin 2010</b> |
|--|---|--|--|---|----------------------------|
| <b>éolienne</b>                          | <b>6 000</b>  | <b>10 000</b>  | <b>25 000 (11 500)</b>                               |   | <b>9 500</b>               |
| <b>photovoltaïque</b>                    | <b>800 (1680)</b>                                       | <b>700</b>   | <b>5 000</b>   |   | <b>24 300</b>              |
| <b>hydraulique</b>                       | <b>26 000</b>   | <b>70 000</b>  | <b>30 000</b>  |   | <b>10 900</b>              |
| <b>biomasse solide</b>                   | 191   | 1 400  |  | 4 700                                     | 1 700                      |
| <b>biogaz</b>                            | 190   | 1 000  |  | 4 700                                     | 950                        |
| <b>incinérat<sup>n</sup> des déchets</b> |   | 2 080  |  |   | 570                        |
| <b>géothermie</b>                        | <b>16</b>   | <b>15</b>  | <b>6 000 à 9 000</b>                                 |   |                            |
| <b>énergies marines</b>                  | <b>240</b>  | <b>530</b>   | <b>800</b>   |   |                            |
| <b>héliothermodynamique</b>              | 1   | 0,5  |  | 10% du solaire                            |                            |
| <b>Nucléaire</b>                         | <b>58 réacteurs de 900 à 1450 MW</b>                    | <b>410 000 (et 60 000 en thermique classique)</b><br>sur un total de 550 000 en France |  |   | imprévisible               |

### **Plats de Résistance. Le rassemblement du Plateau des Glières : Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui,** film de *Pauline Mougénot*, 2011,

DVD, 42 minutes. **Notes de visionnage d'Eric Colas**

<http://www.citoyens-resistants.fr/>

Voici une note de visionnage d'un documentaire réalisé par une jeune étudiante sur le rassemblement du Plateau des Glières de 2011. Ce rassemblement est devenu emblématique de la résistance à l'accaparement par le Président Sarkozy de thèmes qu'il a dénaturé et détruits. Il est avant tout le souvenir que certains ont combattu et ont été fusillés, puis qu'un programme de reconstruction issu du Conseil National de la Résistance fut élaboré et qu'il sert toujours à organiser concrètement la solidarité en France (la Sécurité Sociale par exemple), même s'il est un peu plus détruit par le pouvoir néo-libéral.

Le prochain rassemblement aura lieu les 26 et 27 mai 2012. C'est aussi la date anniversaire du CNR !

À suivre ici : <http://www.citoyens-resistants.fr/spip.php?article204>

En accord avec la réalisatrice, ceux qui sont intéressés peuvent avoir une copie du DVD, mon exemplaire circulera dans les Hauts-de-Seine. S'ils font une projection publique ou privée, une corbeille de participation aux frais servira à reverser à Pauline Mougénot ( [mougénot\\_pauline@hotmail.fr](mailto:mougénot_pauline@hotmail.fr) ) de quoi réaliser d'autres documentaires. Celui-ci est libre de droits. Une projection a déjà eu lieu à Marseille avec le repère "là-bas si j'y suis" : <http://levillagedesfacteursdimages.org/spip.php?rubrique1084> et <http://millebabords.org/spip.php?article18261>

Selon le mot de Stéphane Hessel, c'est l'appel des résistants aux jeunes générations : résister c'est créer, créer, c'est résister.

C'est quoi ce rassemblement ? Ça ressemble à quoi ? Qu'est ce qui s'y passe ?

C'est une rencontre entre militants au Plateau des Glières à 1440 m d'altitude.

Daniel Mermet nous a fait entendre ce qui s'y disait ; "Walter, retour en résistance" de Gilles Perret, nous montrait des rencontres de Walter Bassan avec les résistants d'alors. Pauline Mougnot nous donne un extrait de la vie de ce rassemblement et en 2011, c'était sous la pluie, la neige et dans le froid !

On y voit des extraits des discours, des réactions, les déclarations des anciens résistants, les conférences des militants d'aujourd'hui, les images du tournage de l'émission de radio "Là-bas si j'y suis".

Le principe est de décliner la polysémie des résistances : celle de 1939-1945, celle au Président Sarkozy, au libéralisme, à l'ordre (néo-libéral, en s'appuyant sur le programme du Conseil National de la Résistance et ses valeurs du mieux vivre ensemble. Cette guerre (la seconde guerre mondiale) et toutes les autres, avec les résistants français et tous les autres.

L'article est mis en ligne ici : <http://attac92clamart.free.fr/autre/spip.php?article497>

## Compréhension

*Claire d'Aurélié*

Quai 5 le train aura 5 minutes de retard.  
Merci de votre compréhension.

Les automates sont en panne, veuillez, exceptionnellement, vous adresser à un guichet  
Merci de votre compréhension..

Grève des transporteurs, nous n'avons pu assurer la fabrication des pains et des croissants.  
Merci de votre compréhension.

Le vol 752 est annulé.  
Merci de votre compréhension.

Le cessez-le-feu n'a pas été signé en Grèce : Nous n'avons pas reçu la livraison de figues de Barbarie.  
Merci de votre compréhension.

La pharmacienne est en congés d'hiver ; les infirmières n'ayant pas la clef du labo nous ne pouvons assurer les piqûres journalières des personnes inscrites.  
Merci de votre compréhension.

Nous manquons de SH76922XsTZ, les chirurgiens seront contraints, pour les urgences, d'opérer sans anesthésie.  
Merci de votre compréhension

Les pilotes sont toujours en grève mais, pour assurer nos engagements, nous ferons partir les avions à l'heure en pilotage automatique.  
Merci de votre compréhension.

La zone d'évacuat... pa..... à tout moment..... Vous êtes priés de proc..... ..h... .. pour..... mais il se p..... .. droits..  
Merc.....otre .....préhension.

La dirction

---

## "Les Amoureux au ban public" documentaire de *Nicolas Ferran*.

Je suis chargé de la diffusion du documentaire de Nicolas Ferran "Les Amoureux au ban public" soutenu par la LDH, la Cimade, RESF et la Fasti.

Ce film dévoile la situation dramatique des couples franco-étrangers en France qui subissent, au nom de la lutte contre les « mariages blancs » et de la « maîtrise » de l'immigration familiale, le durcissement continu des politiques d'immigration. Treize de ces couples ont décidé de sortir de l'anonymat et nous décrivent leur parcours du combattant pour se marier en France, faire reconnaître un mariage célébré à l'étranger, obtenir un visa pour la France ou bénéficier d'un titre de séjour. Avec intensité et émotion, ils racontent le traumatisme des arrestations à domicile et des expulsions, leur révolte de devoir vivre cachés ou séparés, l'opacité des administrations, les interrogatoires policiers, le dévoilement de leur intimité, la difficulté d'obtenir le respect de leurs droits.

Une quarantaine de projections ont déjà eu lieu ou vont se dérouler partout en France, toujours suivies de débats intenses entre le public et le réalisateur ou des membres du mouvement.

Je souhaiterais savoir si votre groupe local serait intéressé pour organiser une projection ?

Vous trouverez également toutes les informations sur nos événements à venir sur notre site : <http://amoureuxauban.net/film/>

Si vous voulez voir le film et organiser une projection, n'hésitez pas à me contacter sur ce mail.

Dans cette attente, je reste à votre disposition pour toutes informations complémentaires. **Julien Gittinger** 06.31.45.80.89

Les Amoureux au ban public C/0 Cimade 64 rue Clisson 75013 Paris 01.44.18.66.02 <http://amoureuxauban.net/>

---

**On nous signale** la parution de

**La condition politique des Français d'origine non européenne. Du mépris à la reconnaissance formelle d'Adda Bekkouche**

L'exclusion des Français d'origine non européenne des responsabilités publiques constitue l'une des ségrégations les plus importantes à l'œuvre dans la société française. Parce que d'origine maghrébine, arabe, turque, africaine ou asiatique, les représentations sociales et politiques en font des étrangers. Leur condition politique ainsi infériorisée, par rapport aux autres Français, le champ politique et l'espace public en général leur sont bien moins ouverts. Ces populations ne sont pas inactives. Comme elles l'ont fait par le passé contre le colonialisme, elles luttent pour leur émancipation, en mettant en avant la liberté et l'égalité, principes tant célébrés, à toutes les époques par les représentants de la République française, mais si peu appliqués à ces Français. Ceux-ci ont, aujourd'hui, obtenu une certaine reconnaissance qui, en raison des limites de leurs stratégies successives, demeure toutefois formelle.

Traiter de la condition de ces Français revient à s'interroger sur leur place au sein de la collectivité politiquement constituée.

Le propos de l'ouvrage s'appuie sur une hypothèse corroborée par des faits historiques et mise en œuvre, dans le champ politique, par ses acteurs dominants, les institutions et le droit : la mal-représentation est le résultat d'un processus fondé sur des représentations dévalorisantes dont le socle est idéologique. La condition politique de ces Français est ainsi déterminée en grande partie par ce caractère impensé, l'eurocentrisme, qui est à l'œuvre dans leur différenciation du reste du corps social.

## Agenda

### Du 31 mars au 5 avril, à Vanves, Festival

organisé par : la Ruche de Vanves : alternatives écologiques et solidaires ; Le panier vanvéen (AMAP de Vanves) dans le cadre de la semaine du développement durable du lycée Michelet

#### **Théâtre du lycée Michelet - 5, Rue Jullien -**

avec l'aide de nos partenaires: Les Verts | Alliance Libre Européenne au Parlement Européen et Biocoop Queues de Cerises et le soutien de la Mairie de Vanves

Pour en savoir plus : <http://laruchedevanves.fr>

Nous contacter: [laruchedevanves@yahoo.fr](mailto:laruchedevanves@yahoo.fr)

### 31 mars Vanves

**Love MEATender**, film de **Manu Coeman** et **Yvan Beck** . 2011, 63 minutes.

**20 h 30 , au théâtre du Lycée Michelet.**

Comment la viande est-elle devenue banale dans nos assiettes ?

LoveMEATender interroge la place de la viande dans nos conceptions et la folle envolée qui en a fait un produit « comme les autres » soumis à la règle du plus bas prix. Ce film s'est fixé pour objectif d'explorer tous les enjeux de cette production, du culturel à l'économique, du politique à l'éthique.

En 2050, nous serons environ 9 milliards d'individus sur la Terre. Et pour nous nourrir en viande, il faudra compter... 36 milliards d'animaux d'élevage. Peut-on continuer à penser qu'on pourrait nourrir chaque habitant en lui donnant de la viande tous les jours ?

**Débat** avec **Manu Coeman** ou **Yvan Beck**.

### 3 avril Vanves

**Water Makes Money** film de **Leslie Franke, Herdolor Lorenz** (2010) – 75 minutes

**20h30 au Théâtre du lycée Michelet**

Les groupes français Veolia et Suez sont les leaders incontestés du marché mondial de l'eau privatisée. Dès qu'une commune cherche à remanier sa gestion de l'eau, les deux plus importants groupes mondiaux se disputent le marché. Ils sont présents sur tous les continents et constituent un oligopole qui pèse sur toute la surface du globe.

En éclaircissant les pratiques obscures des grands groupes privés et en montrant l'importance des décisions publiques, le documentaire Water Makes Money cherche à alimenter le nécessaire débat sur la gestion de l'eau, ressource vitale universelle et objet des prochains troubles mondiaux...

**Débat** avec **Anne Le Strat**, présidente d'Eau de Paris

### 3 avril Nanterre

**Conférence-débat avec Jacques Nikonoff** auteur du livre : « **Sortons de l'euro** »

**de 19 h30 à 22 h 30 maximum, Agora de Nanterre, 20 rue Stalingrad** (métro Nanterre centre-ville)

Possibilité de repas avant la réunion au restaurant d'insertion de l'Agora pour 7 à 8 euros par personne.

Alors que la sortie de l'euro était un sujet tabou il y a quelques mois, de plus en plus de publications, de débats et donc d'acteurs -économistes et politiques- évoquent cette hypothèse.

Nous vous proposons d'en débattre avec **Jacques Nikonoff**, ancien Attaché financier à New York et auteur du livre « sortons de l'euro », un des premiers ouvrages parus sur le sujet.

### 4 avril Vanves

**Déchets, le cauchemar du nucléaire**, film de **Éric Guéret** et **Laure Noualhat** (2009) – 98 minutes

**20h30 au Théâtre du lycée Michelet**

Si l'énergie nucléaire, "réputée propre et sobre est souvent présentée comme une formidable alternative à l'épuisement des ressources fossiles", qu'en est-il des déchets que "l'industrie prétend pouvoir recycler"? "Qu'en est-il réellement, quel héritage pour nos enfants, et les enfants du futur ?", s'interrogent les auteurs qui ont mené une enquête en France, Allemagne, Grande Bretagne, Etats-Unis et Russie.

En partant à la quête de "la vérité sur les déchets", le film Déchets, le cauchemar du nucléaire "a l'ambition de donner enfin à chacun les clefs pour comprendre des choix qui pèsent lourd dans l'avenir de l'humanité".

**Débat** avec **Éric Guéret**, réalisateur

### 5 avril Vanves

**La Casa à la Rue**, film de **Daniel Coche** et **Simone Fluhr** (2006) – 45 minutes

**20h30 au Théâtre du lycée Michelet**

À la manière d'un carnet de notes et d'images tenus entre 2000 et 2006, ce film témoigne des dérives à travers Strasbourg de groupes de demandeurs d'asile.

À la fois parcours d'endurance administratif et défilé protestataire, la triste équipée de personnes isolées et de familles en quête d'un abri et d'une reconnaissance. Quand les lieux familiers de la ville deviennent le théâtre de la détresse sociale, hantés par des corps fatigués, traversés de regards perdus.

**Débat** avec **Thérèse Locoh**, directrice de recherche retraitée à l'institut national d'études démographiques, auteur de Migrations et Discriminations.

### 5 avril Montrouge

**La dette : l'arnaque du siècle**, Une production Regards/Réalisation : Antibruiet-Collectif à-vif(s), **ciné-débat**

**20 h30** à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge

Au nom de la dette, l'austérité s'impose partout comme une évidence. Le peuple n'a qu'à bien se tenir et accepter le sacrifice des politiques publiques de santé, d'éducation et de solidarité. Mais comment la soumission aux marchés financiers, qui a conduit à la

catastrophe, ne serait-elle pas une impasse ? L'idée se renforce qu'il est temps de changer de cadre. De nombreux intellectuels et militants défrichent ce chemin. Ils ont ici la parole :

Christophe Aguiton, altermondialiste ; Clémentine Autain, directrice de Regards ; Etienne Balibar, philosophe

Jacques Généreux, économiste ; Michel Husson, économiste ; Gus Massiah, altermondialiste ; Aurélie Trouvé, présidente d'Attac

**6 avril Clamart**

### **La dette publique**

**20 h 30 Maison des Associations** Salle Bleue

(à proximité de la Mairie, à côté du stade Hunebelle et en face du Conservatoire)

Poursuite d'un cycle de réunions d'information/réflexion sur la dette publique. Dans le cadre du lancement du collectif local d'audit citoyen, il s'agit d'initier une démarche visant à dresser l'inventaire au niveau local des conséquences des politiques d'austérité prônées au nom de cette dette. Cette soirée sera consacrée à une réflexion collective (militants d'associations citoyennes, d'organisations syndicales, parents d'élèves, citoyens, etc...) sur les thèmes à développer (santé, éducation...) et les actions à mener pour continuer d'informer nos concitoyens, clamartois et des environs.

<http://attac92clamart.free.fr/autre/spip.php?article501>

**12 avril Clamart**

« **Noces éphémères** », film de **Reza Serkanian**, ciné-débat

avec le cinéma de Clamart et le collectif Multi-association de Solidarité Internationale de Clamart

**20 H 30 Cinéma Jeanne Moreau** - (à proximité de la Mairie et du marché du Trosy)

Le réalisateur franco-iranien se fera un plaisir de répondre à nos questions.

Il s'agit d'un regard sur l'Iran, une société qui étouffe les désirs et les aspirations individuelles. Un vrai film avec une belle histoire ; une relation entre le jeune et fougueux Kazem et sa belle sœur Maryam, veuve. Une ville iranienne où se pratique une coutume étrange : le mariage à durée déterminée.

Une société qui étouffe les désirs et les aspirations individuelles. Une relation entre le jeune et fougueux Kazem et sa belle-soeur Maryam. Une ville iranienne où se pratique une coutume étrange : le mariage à durée déterminée.

<http://attac92clamart.free.fr/autre/spip.php?article502>

**14 avril Malakoff**

### **Assemblée générale d'attac92**

**10 h maison de la vie associative**

Vote sur les rapports, clôture et dépouillement du scrutin pour élire notre Conseil d'Administration.

Déjeuner sur place.

**14 avril Malakoff**

« **la dette et la démocratie** », conférence-débat avec **Dominique Plihon**

**14 h maison de la vie associative**

L'exposé de Dominique Plihon sera suivi, **de 14 h30 à 15 h 30**, de trois interventions pour illustrer ce qui a été fait sur le terrain de la mobilisation : **Jean Quèbre** pour le groupe de proximité Asnières ; **Florence Lauzier** et **Cécile Ganeval** pour le groupe Antony-Bourg-la-Reine, ... (actions du CAC Sud 92) ; **Thérèse Villame** pour le groupe de Clamart.

**De 15 h30 à 17 h 30**, questions débat avec l'assistance.

**18 avril Colombes**

« **Crises** », conférence-débat avec **Bernard Kervella**

**à 20 heures 30 Salle de la vie associative, 4 Place du Général Leclerc**

[bkervella@orange.fr](mailto:bkervella@orange.fr)

## **Courrier des lecteurs.**

**T.V.** Je suis pas mal pris et survole donc cette lettre en m'arrêtant sur les thèmes qui m'intéressent le plus.

Sur celle-ci, j'ai relevé deux discussions à propos de l'emploi et du droit au travail.

Je pense qu'effectivement le travail ou plus exactement l'activité est indispensable à la réalisation de chacun et à la cohésion sociale. En ce sens on pourrait considérer l'emploi comme un service public et instituer le devoir pour la collectivité de proposer un travail le plus adapté qui soit à tout individu et rémunérer correctement cette activité.

On m'objectera immédiatement le financement du travail ; en fait je prétends que le chômage est la conséquence de la volonté libérale de rentabiliser immédiatement et financièrement le travail. Effectivement dans un système où les plus hauts revenus sont si peu taxés, le travail est cher, parce qu'il est plus rentable de ne pas créer des emplois et de gagner à coup sûr que de prendre des risques pour rentabiliser des emplois. Si on imposait justement et de manière progressive tous les revenus, on changerait de facto la conception du travail, car celui qui gagnerait le plus en serait à financer le plus le chômage par ses impôts, ce qui changerait le rapport de son risque. Je m'explique si je peux gagner 10 000 euros imposés à 10%, créer un emploi à 2000 euros est un risque important, mais si ces 10000 euros sont imposés à 70% par exemple, le risque de ne pas rentabiliser un emploi supplémentaire est beaucoup plus faible, voire nul ; et si je ne prends pas ce risque, ce n'est pas un problème puisque la collectivité utilise mon impôt pour financer le chômage.

C'est un exemple volontairement simpliste, pour comprendre que contrairement à ce qu'on prétend, une imposition importante et progressive n'est pas un frein mais plutôt un moteur. Quand Eisenhower a porté la tranche marginale d'impôt à 90% je crois, pour sortir de la crise, cela n'a nullement empêché les entrepreneurs américains d'investir et de s'enrichir, sauf que cette fois là, la collectivité en a profité et que les investisseurs ont réellement tiré le pays.

Par ailleurs, on pourrait très bien comprendre qu'il est plus rentable pour la société de financer du travail que du chômage et les externalités négatives créées par ce chômage : délitement du lien social, délinquance, perte d'estime de soi et de ses proches, notamment des enfants dont on perturbe ainsi la bonne éducation et l'intégration future, économie informelle, baisse de la consommation et donc des recettes fiscales, etc...

Le réservoir des emplois à créer est inépuisable entre social, éducation, services à la personne, services à la nature, amélioration de la qualité de la vie et du lien social et j'en passe. Si dans une ville, on ne se préoccupait pas de la rentabilité et qu'on cherchait à lister tous les travaux et activités à réaliser, nul ne resterait contre son gré sans activité. Beaucoup de ces activités, notamment dans le social et l'éducation ne sont pas directement et immédiatement rentables, mais le sont à moyen terme ou à long terme. Si on se soucie du problème de l'éducation et de la baisse des moyens et de la qualité de l'éducation nationale, on va comprendre que les gamins qui sont exclus, incapables une fois adultes de travailler et même de s'intégrer vont coûter cher dans le long terme par les minimas sociaux qu'il va bien falloir leur donner et par le traitement de leur exclusion sociale, sans compter la perte de qualité de vie due à la délinquance et l'économie informelle qu'ils vont souvent créer. Il serait bien plus économique d'investir massivement sur l'éducation aujourd'hui. Deux études de la banque mondiale et de l'OIT on d'ailleurs démontré que les pays qui investissaient sur l'éducation, rentabilisaient cet investissement au bout de 15 ans dans un rapport de 1 à 6 pour une étude et de 1 à 7 pour l'autre.

Ma conclusion est que le droit à un emploi correctement rémunéré devrait être institutionnalisé et qu'il est à terme rentable et donc finançable pour peu qu'on sorte de l'exigence libérale du retour financier sur investissement immédiat.

**C.D.** : Merci pour vos courriels toujours aussi intéressants.

**Eric Colas.** je viens de lire avec attention et intérêt ton compte-rendu de la soirée sur les drogues : je suis très content car ça correspond d'assez près à ce que je peux constater dans ma pratique en centre de soin depuis 15 ans.

## Organisation d'ATTAC 92

**Siège social:** chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart [attac92@attac.org](mailto:attac92@attac.org)

**Site internet:** <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) ([web.attac92@attac.org](mailto:web.attac92@attac.org))

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas [president.attac92@attac.org](mailto:president.attac92@attac.org)

Secrétaires : Jean-Louis Michniak [secretaire.attac92@attac.org](mailto:secretaire.attac92@attac.org) Sophie Maloberti, Cécile Ganeval

Fichier : Nicolas Lasman Correspondant Electronique Local Jean-Paul Allétru

### Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux Asnières : Guy Rodary Clamart : Thérèse Villame Antony : Cécile Ganeval, Florence Lauzier, Hubert Nadin

Colombes : Bernard Kervella, Adda Bekkouche Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien : Cyril Pocréau

Courbevoie : Annie Reynaud Montrouge : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas Genevilliers : Nelly Viennot

## Bulletin d'adhésion 2012

NOM (en capitales) : ..... PRENOM : ..... Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : ..... Code postal : ..... Ville : ..... Pays : ..... Téléphone fixe

: ..... Mobile : .....

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) : .....

**J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2012 la somme ( comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :**

|                            |                            |                       |                           |                            |
|----------------------------|----------------------------|-----------------------|---------------------------|----------------------------|
| tranches de revenu mensuel | de 0 à 450 € : 13 €        | de 450 à 900 € : 21 € | de 900 à 1 200 € : 35€    | de 1 200 à 1 600 € : 48€   |
|                            | de 1 600 à 2 300 € : 65 €  |                       | de 2 300 à 3 000 € : 84 € | de 3 000 à 4 000 € : 120 € |
|                            | au-delà de 4 000 € : 160 € |                       |                           |                            |

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de .....

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

*Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.*

**Angle d'attac**, chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas ([president.attac92@attac.org](mailto:president.attac92@attac.org))